



APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 004/ADM/SIGAMP/FR/2025 EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LE CONSEIL JURIDIQUE

1 – CONTEXTE

Dans le souci de promouvoir et consolider une croissance économique durable, le Gouvernement avec l'appui des partenaires au développement a mis en place un Établissement Public à caractère spécial dénommé « le Fonds ». Il est placé sous la tutelle technique du Ministère en charge des routes et sous la tutelle financière du Ministère en charge des Finances.

Le Fonds Routier a pour missions principales de collecter et mobiliser les ressources nécessaires au financement des programmes d'études, d'indemnisations, d'investissements, d'entretien, de réhabilitation et d'aménagement des infrastructures routières et autoroutières non concédées. Il assure également la gestion des péages non concédés, le paiement des prestations éligibles, ainsi que la réalisation d'audits techniques, financiers et comptables.

Créé par la loi n°96/07 du 08 avril 1996, le Fonds a vu son champ d'action élargi en 2004 à travers un second guichet d'investissement. Sa réorganisation la plus récente est intervenue avec la loi n°2022/007 du 27 avril 2022, abrogeant les textes antérieurs.

Depuis le 10 juillet 2025, le Fonds est régi par le décret n°2025/293, qui remplace le décret n°2005/239 modifié par celui de 2012. Par son organisation et son fonctionnement, il constitue un levier stratégique pour renforcer l'efficacité de la chaîne de dépense dans le secteur routier.

Dans l'exercice de ses missions, le Fonds Routier est amené à interagir avec de nombreux acteurs du secteur routier. Ces interactions, bien que généralement constructives, peuvent parfois donner lieu à des désaccords susceptibles de dégénérer en litiges. Lorsque la résolution amiable échoue, ces différends sont alors portés devant les juridictions compétentes.

Face à la récurrence de telles situations contentieuses, l'assistance permanente d'un conseil juridique s'avère indispensable, tant pour l'analyse et la compréhension des enjeux juridiques que pour l'instruction préalable des dossiers soumis à l'appréciation du Fonds Routier.

2 – OBJECTIF

L'objectif de la mission est de doter le Fonds Routier d'une assistance juridique permanente dans le cadre de l'exercice de ses missions pour une meilleure compréhension et gestion des dossiers de contentieux.

3 – MISSIONS ET PRESTATIONS ATTENDUES

Dans le cadre de la mission, le consultant sera chargé de :

- proposer une cartographie des risques juridiques lié à l'activité du Fonds Routier ;
- prévenir et gérer les cas de contentieux éventuels dans le cadre des procédures d'exécution ou de conservation des créances (saisies conservatoires, saisies attributions, avis à tiers détenteurs, les nantissements, les cessions des créances à titre de garantie, les mains levées et toutes les notifications, etc.) ;
- représenter et défendre les intérêts du Fonds Routier devant toutes les instances jusqu'à épuisement des voies de recours ;
- faire tenir au Fonds Routier, les comptes rendus des diligences et/ou des audiences le cas échéant pour un meilleur suivi des procédures ;
- capitaliser les études disponibles au Fonds Routier sur la mise en place d'un cadre juridique et mettre en œuvre les recommandations desdites études ;
- émettre des avis juridiques susceptibles d'aider le Maître d'ouvrage dans sa prise de décision en matière contentieuse ou non.

[Signature]

4 - RÉSULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus de la mission sont les suivants :

- une assistance juridique permanente est mise à la disposition du Fonds Routier, permettant une meilleure compréhension et une gestion optimisée de l'ensemble de ses dossiers, notamment ceux liés au contentieux ;
- avis juridiques sur les risques liés aux faits et actes de gestion du Fonds Routier aux fins d'identifier, anticiper et contribuer efficacement à la prévention des situations litigieuses ;
- les cas de contentieux éventuels sont efficacement gérés, que ce soit dans le cadre des procédures d'exécution, de conservation des créances (saisies, nantissements, cessions, etc.), ou autres situations litigieuses ;
- les intérêts du Fonds Routier sont représentés et défendus devant les juridictions compétentes, et ce, jusqu'à l'épuisement de toutes les voies de recours ;
- Le Fonds Routier dispose de comptes rendus d'audience réguliers et pertinents, assurant un suivi efficace et éclairé des procédures contentieuses en cours ;
- toutes les informations juridiques et contentieuses pertinentes sont transmises, centralisées et archivées au Fonds Routier, facilitant leur suivi et leur accès ;
- le Maître d'ouvrage est en mesure de prendre des décisions éclairées en matière contentieuse ou juridique, grâce aux avis juridiques précis et opportuns fournis par le consultant.

5 – LIVRABLES

Le Consultant produira les livrables ci-après :

- un rapport trimestriel relatif aux affaires confiées à l'expert ;
- un rapport final de mission.

6 - DURÉE DE LA MISSION

La durée de la mission est estimée à douze (12) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage.

7- PROCÉDURE DE SÉLECTION

Le consultant sera sélectionné suivant la procédure définie par les articles 117 et 118 du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant codes des marchés publics relativement aux modalités de recrutement des consultants individuels.

8 - DOSSIER DE CANDIDATURE

8-1. DOSSIER ADMINISTRATIF

Le dossier administratif devra comprendre les pièces suivantes :

- une lettre de manifestation d'intérêt, datée et signée par le Consultant ;
- une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'est pas exclu des marchés publics et que les informations fournies sont sincères et exactes.
- une copie de l'attestation d'immatriculation ;
- une attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP en cours de validité ;
- une attestation de conformité fiscale, également datée de moins de trois (03) mois.

8-2. DOSSIER TECHNIQUE

8-2.1 LISTE DU PERSONNEL

77 04

La mission sera confiée à un Consultant Individuel ayant une expertise juridique avérée.

8-2.2 RÉFÉRENCE DU CONSULTANT

Le consultant devra justifier de solides références en conseil juridique et inscrit à l'ordre des avocats au barreau du Cameroun.

8-2.3 CONTENU DU DOSSIER TECHNIQUE

Le dossier technique devra contenir :

- un curriculum vitae détaillé et signé de l'expert proposé ;
- une inscription de l'expert à l'ordre des avocats au barreau du Cameroun ;
- le curriculum vitae détaillé de d'un (01) assistant précisant ses qualifications, expériences et références pertinentes ;
- la/les copie(s) certifiée(s) conforme(s) du/des diplôme(s) universitaire(s) pertinent(s), délivrée(s) par l'/les autorité(s) compétente(s) ;
- les pièces justificatives des références professionnelles pertinentes (procès-verbaux de réception, copies des premières et dernières pages des conventions, les comptes rendus, les lettres de constitutions ou tout autre document équivalent attestant l'effectivité de la prestation) ;
- une offre technique détaillée présentant la compréhension de la mission, l'approche méthodologique proposée, la compréhension de l'encadrement juridique et réglementaire du Fonds Routier, le calendrier prévisionnel d'exécution ;

9 - CRITÈRES D'ÉVALUATION DU DOSSIER TECHNIQUE

La préqualification se fera sur la base des critères ci-après :

A-Qualifications de l'Expert (95 pts)

La mission sera réalisée par un expert juridique. La grille de notation est définie comme suit :

CRITÈRE	DÉTAIL	POINTS
Diplôme	Titulaire au moins d'un diplôme universitaire BAC + 4 en droit privé ou publique	20 pts
Inscription à un ordre	Inscription à l'ordre des avocats du Cameroun	10 pts
Expérience professionnelle	Expérience professionnelle générale	20 pts (5 pts /an)
Références spécifiques	Références en conseil juridique	25 pts (5 pts/mission)
Références dans des administrations	Références en conseil juridique dans des administrations publiques	10 pts (5 pts/mission).
Connaissance réglementaire	Bonne compréhension des cadres juridiques et réglementaires applicables au Fonds Routier (loi, décrets, etc.)	10 pts

B - Présentation du dossier (5 pts)

- Sommaire, pagination : 2 pts ;
- Lisibilité des documents présentés : 2 pts ;
- Intercalaires de couleur autre que le blanc : 1 pt.

Dès l'adoption du dossier de préqualification par le Maître d'Ouvrage, le consultant classé meilleur et ayant obtenu un score d'au moins 75 / 100 sera notifié par le Maître d'ouvrage pour la suite de la procédure.

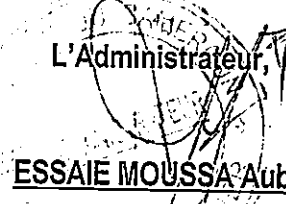
10 - DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES

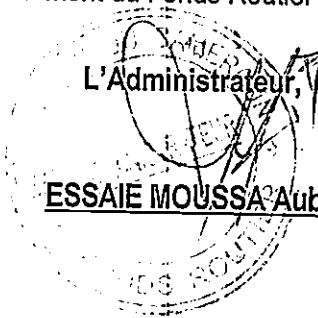
Le pli fermé contenant la manifestation d'intérêt en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies et portant la mention : « **APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSEIL JURIDIQUE. À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT** » devra être déposé au plus tard le **30 août 2025 à 15 h 30 (heure locale)**, à l'adresse suivante :

FONDS ROUTIER : Immeuble SNI 12^e étage - porte 12-18 - COURRIER BP 6221 Yaoundé - CAMEROUN Tél. : (237) 222 22 47 52.

11 - FINANCEMENT

Le financement de la mission sera assuré par le budget de fonctionnement du Fonds Routier exercices 2025.

L'Administrateur,

ESSAIE MOUSSA Aubin





**CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No. 004/ADM/SIGAMP/FR/2025 FOR THE
RECRUITMENT OF AN INDIVIDUAL CONSULTANT FOR LEGAL ASSISTANCE**

1- BACKGROUND

In a bid to promote and consolidate sustainable economic growth, the Government of the Republic of Cameroon has created, with the support of development partners, a special Public Administrative Establishment referred to as the "Fund". This institution is under the technical supervision of the Ministry in charge of roads and the financial supervision of the Ministry in charge of finance.

The main mission of the Road Fund is to mobilise and collect resources needed to finance study, compensation, investment and maintenance programmes for road and motorway projects. It also manages toll gates that are not under concession, pays eligible services, and conducts technical, financial and accounting audits.

Created by Law No. 96/07 of 8 April 1996, the Fund's scope of action was expanded in 2004 through a second investment window. The latest reorganisation of the institution took place through Law No. 2022/007 of 27 April 2022, repealing previous instruments.

Since 10 July 2025, the Road Fund has been governed by Decree No. 2025/293, which replaces Decree No. 2005/239, as amended by the 2012 decree. Through its organisation and operation, the Road Fund stands as a strategic lever to enhance the efficiency of the expenditure chain in the road sector.

In the fulfilment of its missions, the Road Fund interacts with many stakeholders in the road sector. These interactions, although generally constructive, can sometimes bring about disagreements that may turn into litigations. When amicable resolution fails, these litigations are then brought before competent courts.

Given that contentious issues are recurrent, seeking a permanent legal assistance is essential, both for analysing and understanding the stakes involved and for preparing preliminary investigations for cases submitted to the Road Fund for assessment.

2 – OBJECTIVE

The objective of the mission is to provide the Road Fund with a permanent legal assistance in the fulfilment of its duties for a better understanding and management of litigations.

3 – MISSIONS AND SERVICES EXPECTED

As part of its mission, the consultant shall:

- propose a map of legal risks associated with the Road Fund's activities;
- prevent and manage potential litigations in the context of debt enforcement or preservation procedures (precautionary seizures, seizures for apprehension of the debtor's debts, notices to third holder, pledges, assignments by way of security, releases and all notifications, etc.);
- represent and defend the interests of the Road Fund before all authorities until all avenues of appeal have been exhausted;
- ensure that the Road Fund receives court session records and/or hearings, where applicable, for better monitoring of litigation proceedings;
- capitalise on studies available at the Road Fund on the establishment of a legal framework, and implement the recommendations of such studies;
- formulate any technical opinion that may help the Project Owner in their decision-making concerning litigation or other matters.

71

4

4 - EXPECTED RESULTS

The expected results of the mission are as follows:

- a permanent legal assistance is provided to the Road Fund, enabling a better understanding and optimised management of all its files, particularly those related to litigation;
- legal opinions are made on the risks associated with the Road Fund's management activities and actions in order to identify, anticipate, and help effectively prevent litigation issues;
- potential litigation cases are effectively managed, whether in the context of enforcement procedures, debt preservation (seizures, pledges, assignments, etc.), or other contentious issues;
- the interests of the Road Fund are represented and defended before competent courts, until all avenues of appeal have been exhausted;
- the Road Fund is regularly provided with relevant court session records, enabling effective and informed monitoring of ongoing litigation proceedings;
- all relevant legal and litigation information is transmitted, centralised and archived at the Road Fund, facilitating therefore monitoring and access;
- the Project Owner can make informed decisions on litigation or legal matters, thanks to the accurate and timely legal advice provided by the consultant.

5 - DELIVERABLES

The Consultant shall produce the following deliverables:

- a quarterly report on the cases assigned to the expert;
- a final mission report.

6 - DURATION OF THE MISSION:

The duration of the mission is estimated at twelve (12) months, starting from the date of the order to commence service delivery.

7 - SELECTION PROCEDURE

The consultant will be selected in accordance with the procedure defined by Articles 117 and 118 of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 to institute the public contracts code relating to the terms and conditions for recruiting individual consultants.

8- APPLICATION FILE

8-1. ADMINISTRATIVE FILE

The administrative file shall include the following documents:

- a letter of expression of interest, dated and signed by the Consultant;
- a formal declaration attesting that the tenderer is not excluded from public contract system and that the information provided is true and accurate.
- a copy of taxpayers registration;
- a valid attestation of non-exclusion from public contracts, issued by the Public Contracts regulatory Agency;
- a tax compliance certificate, less than three (3) months old.

8-2. TECHNICAL FILE

8-2.1 LIST OF STAFF

24

25

The mission will be assigned to an Individual Consultant with proven legal expertise.

8-2.2 REFERENCES OF THE CONSULTANT

The consultant must show proof of sound references in legal consulting and be registered with the Cameroon Bar Association.



8-2.3 COMPOSITION OF THE TECHNICAL FILE

The technical file shall comprise:

- a detailed curriculum vitae, signed by the applicant expert;
- proof of registration with the Cameroon Bar Association;
- detailed curriculum vitae of one (01) assistant, specifying his/her qualifications, experience and relevant references;
- certified true copy or copies of relevant university diploma or diplomas, issued by the competent authority or authorities;
- supporting documents for relevant professional references (acceptance reports, copies of the first and last pages of conventions, reports, letters of incorporation or any other equivalent document attesting to the effectiveness of the service);
- a detailed technical proposal showing an understanding of the mission, the proposed methodological approach, an understanding of the legal and regulatory framework of the Road Fund, and the provisional implementation schedule.

9 - TECHNICAL FILE EVALUATION CRITERIA

Pre-qualification shall be based on the following criteria:

A-Qualifications of the Expert (95 pts)

The mission will be carried out by a legal expert. The rating grid is defined as follows:

CRITERIA	DETAIL	POINTS
Diploma	Holder of at least a university diploma, GCE AL+ 5 in private/public law	20pts
Registration with the Bar Association	Registration with the Cameroon Bar Association	10pts
Professional experience	General professional experience	20pts (5 pts/ year)
Specific references	References in legal assistance	25 pts (5 pts/mission)
References administrations in	References in legal assistance in public administrations	10 pts (5 pts/mission).
Regulatory knowledge	Good understanding of the legal and regulatory frameworks applicable to the Road Fund (laws, decrees, etc.)	10 pts

7

B- File presentation

(5 pts)

- Summary and page numbering: 2 pts;
- Legibility of documents presented: 2 pts;
- Non-white coloured separator sheets: 1 pt.

Upon acceptance of the pre-qualification file by the Project Owner, the best ranked consultant having achieved a score of at least 80/100 will be notified by the Project Owner for further proceedings.

10- DATE AND PLACE OF SUBMISSION OF APPLICATION

The sealed envelope containing the expression of interest in sextuplicate (6), including one (1) original and five (5) copies shall bear the following: **"CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST FOR THE RECRUITMENT OF A LEGAL CONSULTANT. "TO BE OPENED ONLY AT THE TENDER EVALUATION SESSION"**, must be submitted no later than **30 August 2025 at 3 p.m. (local time)**, to the following address:

ROAD FUND: SNI Building, 12th floor - Room 12-18 - PO BOX 6221 Yaounde - CAMEROON Tel.: (237) 222 22 47 52.

11 - FINANCING

The mission will be financed by the Road Fund's operating budget for the financial year 2025.

04 JAN 2025

The Administrator, *Fy*

